



Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo

**Facilitation de la République fédérale d'Allemagne (2020-2021)
Suivi de La Déclaration de N'Djamena dans le contexte du Covid 19**

**Programme Gestion Durable des Forêts dans le Bassin du Congo
Projet d'appui au Complexe Binational Sena Oura - Bouba Ndjida (GIZ BSB
Yamoussa 2)**

**Réunion des Experts Pays pour l'élaboration des Plans d'Investissement Pays
relatifs aux Zoonoses, Transhumance, LAB Transfrontalière, sécurité et
développement durable entre le Sahel et le Bassin du Congo
Du 12 au 15 juillet 2021, à Douala, Cameroun**

Communiqué final des travaux de la Réunion des experts pour le suivi de la Conférence de N'Djamena

Sur

**L'élaboration des plans d'investissement pays relatifs aux Zoonoses,
Transhumance, Lutte Anti-Braconnage transfrontalière, sécurité et développement durable
entre le Sahel et le Bassin du Congo**

Tenue à

Douala au Cameroun du 12 au 15 Juillet 2021.

1. La Facilitation de la République Fédérale d'Allemagne du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) en collaboration avec la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), la République du Cameroun et les Leaders des partenaires des Blocs géographiques, a organisé du 12 au 15 juillet 2021 à Douala, Cameroun, la Réunion des Experts pour le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djaména. La réunion portait sur l'élaboration des Plans d'investissement pays relatifs à la transhumance, Zoonoses, Lutte Anti-Braconnage (LAB) transfrontalière, sécurité et développement durable entre le Sahel et l'Afrique Equatoriale. Cette rencontre a bénéficié de l'appui financier du Ministère Fédéral de la Coopération Economique et Développement (BMZ), de l'appui technique de la Facilitation de la République Fédérale d'Allemagne du PFBC et de la Coopération Technique Allemande (GIZ) à travers le Projet GIZ BSB Yamoussa, leader du bloc géographique et thématique Ouest de la mise en œuvre de la Déclaration de Ndjamenana.
2. Cette rencontre avait pour objectif principal d'échanger sur les questions liées aux axes stratégiques découlant de la déclaration de N'Djaména notamment, le Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats, la Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées, la Gestion durable et apaisée de la transhumance, la Consolidation de la Paix et la Sécurité, l'Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19, l'Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales, la Communication et le plaidoyer. La rencontre a aussi porté sur la capitalisation des extrants du suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djaména primordiale pour l'élaboration des plans d'Investissement pays.
3. Placée sous la présidence de son Excellence Monsieur Jules Doret NDONGO, Ministre des Forêts et de la Faune de la République du Cameroun, Président en exercice de la COMIFAC, assisté du 1^{er} Vice-président Mr HAMISSOU HALILOU Malom Garba, Directeur Adjoint de la faune, de la chasse et des aires Protégées du Niger, 2^e Vice-Président Mr ADRAMANE Chaibo Hamid, Directeur de la faune et des aires protégées du Tchad, 3^e Vice-Président Mr WALIWA Nestor, Directeur de la faune et des aires protégées de la RCA, cette rencontre a connu la participation des experts(e)s des différentes sectorielles administratives des pays concernés par la Déclaration de N'Djaména dont notamment les représentants des ministères en charge de l'Élevage, l'agriculture, la défense/sécurité, l'Administration territoriale, les Affaires étrangères et des Forêt/Environnement. Les huit pays concernés par la Déclaration de N'Djaména sont : le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, le Soudan, le Sud-Soudan et le Tchad. En plus, les organisations régionales et les partenaires techniques et financiers ont également participé à ces assises, notamment : les organisations régionales et sous-régionales (CEEAC, COMIFAC, CILSS, GABAC, IGAD, CEBEVIRHA, CBLT, OCFSA, la Commission du Climat de la région du Sahel/CCRS) ; la Société Civile ; les ONG internationales ; les organisations multilatérales et d'autres acteurs importants. Cette réunion des experts pays a été rehaussée par la participation de l'Honorable Dr Christian Ruck, Facilitateur de la République Fédérale d'Allemagne du PFBC; Dr. Honoré TABUNA, Commissaire à l'Environnement, Ressources Naturelles, Agriculture et Développement Rural de la Commission de la CEEAC; Pasteur Dr. Cosma Wilungula Balongelwa, Directeur Général de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), Monsieur M. MAHAMAT GUEILLET Hemchi, Conseiller Technique Présidence en agriculture et élevage du Tchad; des Secrétaires Exécutifs, Permanent d'organisations sous-régionales, de hauts représentants de premiers ministères, des Ministères de la défense, sécurité, agriculture, élevage, des productions animales, des affaires étrangères, de l'administration du territoire, des forêt et environnement des pays concernés.

Une centaine de participants y ont pris part en présentiel et une quinzaine de participants en ligne via un lien mis à leur disposition.

Les travaux de la rencontre des Experts Pays se sont articulés autour des Points suivants :

- La cérémonie d'ouverture
- La session technique des experts
- Les travaux de groupe, en bloc géographique
- La formulation des résolutions et recommandations
- La clôture des travaux

I. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les allocutions de plusieurs personnalités à savoir :

- **Allocution de bienvenue de la facilitation de la République Fédérale d'Allemagne pour le PFBC prononcée par Monsieur Raymond MBITIKON, Co-facilitateur au nom de l'Honorable Dr Christian RUCK – Facilitateur empêché. Son mot a mis un accent sur la vision et les missions du PFBC qui ont progressivement menées à l'adoption de la déclaration de N'Djamena.**
- **Allocution de circonstance de l'OCFSA par le Secrétaire Permanent Dr LINDJOURN**, avec pour principale attente la mise à disposition des Plans d'Investissement Pays (PIP) sur la base des résultats du suivi réalisé, outil devant permettre de mobiliser des financements dans le but d'accentuer l'opérationnalisation de la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena.
- **Allocution de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (Inter Governmental Authority on Development (IGAD) par Mr Japhet KASIMBU**, qui s'est appesanti sur la valorisation de la collaboration et du partage d'expériences entre les pays sur le modèle économique de la transhumance, la gestion durable et apaisée de la transhumance, les défis et impacts de l'activité pastorale sur la population locale et autochtone, les investissements nécessaires pour un développement durable de cette activité et des populations concernées, la thématique des zoonoses transfrontalières et la surveillance des maladies d'origine zoonotique.
- **Allocution du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel – CILSS, le Dr Aminata CORRERA a mis un accent sur la nécessité de voir la déclaration de N'Djamena se concrétiser sur le terrain au bénéfice des communautés et populations locales et autochtones. Elle a réitéré l'engagement de l'institution qu'elle représente à contribuer dans la recherche des solutions idoines aux défis que représente la transhumance transfrontalière entre les zones du sahel et équatoriale**
- **Allocution de Circonstance de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale – CEEAC par Dr TABUNA Honore, Commissaire à l'Environnement, Ressources Naturelles, Agriculture et Développement Rural**, rappelant que le phénomène de transhumance et de pastoralisme n'est pas nouveau, il a relevé qu' en raison des situations sécuritaires, des changements climatiques et autres types de pressions dues à l'exploitation des ressources naturelles et la cohabitation entre les hommes, la transhumance rencontre de plus en plus de problèmes dont l'urgence devrait interpeller tous les acteurs et institutions sous régionales et gouvernementales concernées par ce phénomène.
- **Discours d'ouverture de Son Excellence Monsieur Jules Doret NDONGO, Ministre des Forêts et de la Faune (MINFOF) de la République du Cameroun, Président en exercice de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC)**, dont le vœu a été de voir les résultats des différents travaux aboutir à des propositions concrètes pouvant aider à mieux préparer la rencontre de N'Djamena 2 qui abritera le sommet des Chef d'Etats et la table ronde des bailleurs.

Par la suite, l'agenda a été adopté, et le bureau des travaux mis en place composé ainsi qu'il suit :

- **Président** : Cameroun ;
- **1er Vice-Président** : Niger ; **2e Vice-Président** : Tchad ; **3e Vice-Président** : RCA
- **1er Rapporteur** : RDC ; **2e Rapporteur** : Sud Soudan ; **3e Rapporteur** : Nigeria ; **4e Rapporteur** : Soudan
- **Secrétariat technique d'appui de la Réunion** : CEEAC, COMIFAC, OCFSA, IGAD, CCRS, CILSS, CEBEVIRHA, GABAC, IUCN.

Présentations techniques.

Les présentations techniques des différents experts ont porté sur les aspects ci-après :

- Présentation des blocs géographiques pour le suivi de la mise en œuvre de la déclaration de N'Djamena par le projet RIOFAC
- L'état de mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena, extraits des travaux des blocs et les défis spécifiques à chaque bloc : Adoption des extraits des travaux des Blocs géographiques en référence aux recommandations de la dernière réunion des experts de Douala de décembre 2019 et la journée transhumance de Kinshasa de Décembre 2020,
- Présentation du protocole d'Afrique centrale sur la Transhumance et les résultats de l'atelier d'information et de sensibilisation sur la prévention et résolution des conflits liés au pastoralisme et à la transhumance transfrontalière dans l'espace CEEAC,
- Restitution de l'atelier d'information et de sensibilisation sur la prévention et résolution des conflits liés au pastoralisme et à la transhumance transfrontalière dans l'espace CEEAC tenu à Kinshasa en RDC du 23 au 25 Juin 2021,
- Présentation du CILSS sur l'approche méthodologique sur l'élaboration d'un plan d'investissement pluriannuel des pays en conformité avec le cadre logique de la mise en œuvre de la Déclaration de N'djamena avec un accent sur la transhumance – exemple de l'appui au processus d'élaboration des plans d'actions pluriannuels pour dynamiser les CNT dans trois pays sahéliens de départ des transhumants (Burkina Faso, Mali et Niger),
- Le protocole sur la transhumance dans l'espace de l'IGAD - Programme d'investissement stratégique sur la transhumance, la paix, la sécurité, la libre circulation dans la région de l'IGAD - Promouvoir des investissements efficaces en matière de résilience : Leçons apprises, opportunités pour l'Afrique centrale,
- L'état des lieux sur le projet de protocole entre l'IGAD et la CEEAC relatif à la transhumance.
- La mise en place d'un mécanisme d'observation et accompagnement de la transhumance en Afrique Centrale (RIOFAC),
- L'approche novatrice dans la prévention et la résolution des conflits pour une gestion durable et apaisée de la transhumance (APN),
- Expérience du processus d'élaboration du Plan d'investissement climat pour la région (PIC-RS 2018-2030), et le Programme prioritaire pour catalyser les investissements climatiques au Sahel (PPCI 2020-2025) : leçons apprises et opportunités pour l'Afrique centrale,
- Présentation du Rapport sur la dynamique et impacts de la transhumance et du néo pastoralisme sur la biodiversité, les communautés locales et la sécurité dans le Bassin du Congo et présentation du projet de Canevas pour l'élaboration des plans d'investissements Pays.

A l'issue de ces présentations techniques, une table ronde a été organisée sur les thématiques en lien avec les expériences de la mise en œuvre de la déclaration de N'Djamena par les pays avec les expériences du Niger, du Nigeria, du Soudan, du Sud Soudan, du Cameroun, de la RCA, de la RDC et du Tchad. Des résultats de programmes novateurs ont été présentés par TRAFFIC sur AFRICA-TWIX / PAPECALF, AWF sur la Gestion Apaisée de la Transhumance dans le Nord du Cameroun. La CCRS, le CILSS et l'IGAD ont partagé leurs expériences sur l'élaboration de plans d'investissement.

La restitution de l'étude sur la dynamique et l'impact de la transhumance et du néo-pastoralisme sur la biodiversité, les communautés locales et la sécurité dans le Bassin du Congo, puis la présentation du projet de Canevas pour l'élaboration des Plans d'Investissements Pays ont clôturé les présentations techniques.

Travaux de Groupe

Les différents experts pays avec l'appui des Partenaires ont été répartis par Pays dans chaque Bloc pour travailler sur leur Plan d'Investissement respectif, sur la base du Canevas proposé, et en assurant la cohérence avec le cadre logique et la feuille de route adoptés. Les résultats des travaux de chaque pays ont été restitués en plénière.

Les experts pays ont défini les axes suivants pour inclusion dans les plans d'investissements pays, notamment :

- La mise en place des cadres politiques et juridiques nationaux adaptés pour la gestion de la dynamique de transhumance ;
- L'élaboration des schémas directeurs d'aménagement des territoires concernés qui tiennent compte de la problématique de la transhumance, de la sécurité, de la dynamique d'occupation des terres et de la cartographie des zones à risque ;
- La réalisation des études au niveau pays pour évaluer les impacts de la transhumance sur la sécurité, la biodiversité, le bien-être et les risques d'émergences des maladies zoonotiques à l'interface des blocs concernés par la déclaration de N'Djamena ;
- Mener une réflexion sur la possibilité d'une concertation élargie à tous les acteurs pour mettre en place un système d'identification, d'alerte et de partage d'information dans tous les points d'entrée et de sortie des couloirs de transhumance ;
- La mise en place d'un système de contrôle de la circulation des armes légères, de guerres et de la drogue entre les pays.

III. ACTIONS OPERATIONNELLES A COURT TERME

Les travaux des Experts pays ont débouché sur trois axes : **(1)** Les actions proposées par pays portant essentiellement sur **la Création d'un groupe de travail intersectoriel afin de continuer la réflexion sur les plans d'investissement par pays** ; **(2)** Les actions proposées pour les porteurs institutionnels, organisationnel, opérationnels et leaders des blocs, sur **la coordination et l'appui des institutions sous régionales et des partenaires technique et financiers dans l'élaboration des plans d'investissement par pays** ; **(3)** Les actions à proposer à la facilitation en vue de **renforcer la communication avec les institutions pour les échéances à venir**.

IV. RECOMMANDATIONS FINALES

A l'issue des travaux, les Experts pays ont formulé les recommandations pour la suite de leur mission :

Aux pays

- La mise en œuvre de la feuille de route issue de la réunion des experts pays de Douala ;
- La finalisation et l'appropriation des plans d'Investissement pays par les différents pays ;
- La préparation de la rencontre de N'Djamena 2 au niveau de chaque pays en rédigeant un document de base pour nourrir les discussions stratégiques avec les bailleurs de fond ;
- La prise en compte du Concept *One Health* dans la Gestion durable de la Transhumance et la Conservation de la Biodiversité.
- L'accélération de la mise en place, de l'organisation et de l'opérationnalisation des brigades binationales et tri nationale transfrontalières de lutte anti-braconnage y compris des pourparlers entre Gouvernements de la République du Tchad, de la République du Cameroun et de la République Centrafricaine en vue d'élargir à la République du Soudan, l'Accord de Coopération Tripartite Tchad-Cameroun-RCA.
- La finalisation et signature dans le Bloc Ouest des accords pour la gestion concertée des aires protégées transfrontalières entre le Cameroun et le Nigeria.
- L'accélération dans le Bloc Est de la mise en place des accords transfrontaliers entre la RDC, la RCA et le Sud-Soudan.
- Appui diplomatique et financier à l'extension de l'OCFSA dans les autres pays concernés par la Déclaration (Soudan, Soudan du Sud, RDC, Niger, Nigéria).

Aux PTFS

- L'accompagnement par les leaders, Co leaders des partenaires techniques et stratégiques des pays dans le processus de finalisation des plans d'investissement et la mobilisation des ressources humaines et techniques, matérielles et financières ;
- Accompagnement technique des pays membres dans l'alignement de la Déclaration avec les conventions internationales (Convention de Rio, Convention sur la biodiversité, Convention sur les changements climatiques) et les thématiques porteuses pour avoir accès à des financements plus importants (Fonds Vert Climat, GEF, African Adaptation Funds, AFR100, Born challenge...);
- Soutien technique des pays à l'utilisation des outils adaptés aux problématiques soulevées dans la déclaration de Ndjamena (cartographie, SIG, MEOR,...).

A la Société Civile

- L'implication des OSC dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'investissement pays

Au PFBC

- Appui à la mobilisation des fonds pour le fonctionnement à court terme, des institutions chargées du portage institutionnel, organisationnel et opérationnel et la mise en œuvre des plans d'investissement pays
- Appui diplomatique au plaidoyer à l'extension de l'OCFSA dans les autres pays concernés par la Déclaration (Soudan, Soudan du Sud, RDC, Niger, Nigéria)
- Conduite d'un plaidoyer auprès des institutions régionales en vue de leur accompagnement, appui auprès de leurs pays membres concernés dans le cadre de la préparation de leurs plans d'investissement.
- L'organisation par la Facilitation du PFBC d'une table ronde des bailleurs en marge du Sommet des Chefs d'État sur la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djaména « N'Djaména 2 ».

Aux institutions sous régionales

- Faire un plaidoyer et une mobilisation des ressources pour le financement des plans d'investissements au niveau des pays et blocs.
- Portage politique et institutionnel par la CEEAC du processus de recherche de solution pour une transhumance apaisée dans la sous-région et de jouer un rôle de coordination politique avec les autres CERs concernées dans les initiatives en cours ou futures.
- Vulgarisation auprès des pays membres de la CEEAC du projet de MoU entre l'IGAD et la CEEAC et multiplication des concertations avec ces pays avant validation du document final.
- Conduction du processus de développement, élaboration et de mise en œuvre des plans d'investissement pays tel que suit : CILSS (Niger, Nigeria); IGAD (Soudan, Sud Soudan); CEBÉVIRHA, CBLT (Cameroun, RCA, RDC, Tchad).
- L'Organisation par la COMIFAC et l'OCFSA avec l'appui de la Facilitation allemande du PFBC et le Projet GIZ BSB Yamoussa de la prochaine réunion des experts pays de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djaména, plus spécifiquement la finalisation des plans d'investissement pays.
- L'organisation par la CEEAC en étroite collaboration avec l'IGAD et la CEDEAO d'une conférence des Ministres et d'un Sommet des Chefs d'État et de Gouvernements sur la Déclaration de N'Djaména « N'Djaména 2 ».

V. CONCLUSION

L'ensemble des experts pays de suivi de la conférence de N'Djamena au sortir de la Rencontre de Douala au Cameroun, a pris note de l'ensemble des produits issus des travaux de chaque bloc géographique de suivi de la mise en œuvre de la déclaration de Ndjamenà à savoir :

- le cadre logique,
- la feuille de route budgétisée,
- la fiche d'action politique et diplomatique et,
- le canevas pour l'élaboration des plans d'investissement pays.

Les experts félicitent les leaders et les Coleaders des partenaires des blocs géographiques des efforts consentis et exhortent les partenaires techniques et financiers à poursuivre l'accompagnement de la mise en œuvre des recommandations issus des assises.

Ils expriment par la même occasion leur gratitude au Ministère Fédéral de la Coopération Economique et Développement (BMZ), grâce à qui l'activité a pu être réalisée à travers le projet GIZ BSB Yamoussa. De la Facilitation de la République fédérale d'Allemagne du PFBC, pour ses appuis multiformes et l'exhorte à continuer à appuyer la mise en œuvre des recommandations de Douala.

Ils remercient le Gouvernement de la République du Cameroun pour son hospitalité.

Fait à Douala le 15 juillet 2021

Les participants